

AP n° 2026-APC-19-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
portant autorisation et prescriptions complémentaires
à l'égard des installations situées sur le territoire de Connantre
de la société DELISLE SAS**

Le Préfet de la Marne

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles R.122-2 et R.181-46 ainsi que le titre 1er du livre relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le titre 1er du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques (parties législatives et réglementaires) ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 4 avril 2024 pour limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la Convention de déversement, de transfert et de traitement sur l'usine d'épuration de Connantre des effluents industriels de la société Delisle signée le 18 février 2022, ainsi que ses annexes ;

Vu l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2017-E-82-IC du 8 août 2017 de la société DELISLE LOGISTIQUE à Connantre ;

Vu la demande de l'exploitant de bénéficier du droit d'antériorité pour la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées en date du 30 mars 2020 ;

Vu le porter à connaissance déposé le 16 juillet 2020 déclarant l'ajout d'équipements concernés par la rubrique 4718-2b des installations classées, sous le régime de la déclaration contrôlée ;

Vu la déclaration du changement d'exploitant de l'installation du 5 août 2020 de la société DELISLE LOGISTIQUE au profit de la société DELISLE SAS ;

Vu le dossier de demande d'autorisation de la société DELISLE SAS concernant des modifications sur son site à Connantre, déposé le 9 août 2022, complété le 1er février 2023 et accompagné d'une étude d'incidence et d'un dossier technique ;

Vu la décision du 7 juin 2021 du Préfet de la Marne de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mai 2023 fixant les modalités de consultation par le public du dossier de demande d'autorisation environnementale ;

Vu l'absence d'observations du public reçues durant cette consultation réalisée du 23 juin au 24 juillet 2023 ;

Vu l'absence d'avis et délibération de la commune de Connantre durant la phase de consultation du public et dans les quinze jours qui ont suivi ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 19 décembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 28 janvier 2026 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 28 janvier 2026.

Considérant que l'exploitant souhaite augmenter la capacité de la station de lavage intérieur de camions-citerne du site existant sur la commune de Connantre, en passant d'une consommation journalière inférieure à 20 m³, à une consommation journalière de 100 m³ ; que cette demande porte le classement de l'activité de lavage des citernes du régime de la déclaration au régime de l'autorisation ;

Considérant que seront dorénavant lavées des citernes ayant transporté des produits industriels et chimiques, en plus des citernes alimentaires déjà traitées sur le site ;

Considérant que la mise en place d'une telle station de lavage contribue à éviter le nettoyage sauvage et non contrôlé de citernes ayant contenu des substances ayant un risque majeur pour le milieu naturel ;

Considérant la localisation du projet :

- au sein de la zone d'activité industrielle et tertiaire de la commune de Connantre ;
- en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, floristique et faunistique ;
- au sein d'un site existant et construit, ne nécessitant pas de constructions nouvelles ;

Considérant les caractéristiques des impacts du projet et les mesures d'évitement et de réduction de ces impacts sur le milieu et la santé publique :

- le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé ;
- le projet prévoit le recyclage des eaux de rinçage ;
- le projet prévoit un prétraitement des effluents avant rejet vers la station d'épuration de Connantre, aucun rejet d'effluents ne se fera directement au milieu naturel ;
- les incidences du projet ne sont pas susceptibles de se cumuler avec d'autres projets existants ;
- le projet engendrera un trafic routier modéré ;
- le projet n'est pas à l'origine de nouveaux rejets dans l'air ;
- le projet engendrera la production de déchets non dangereux qui seront valorisés en installation de méthanisation ;

Considérant que l'exploitant a transmis tous les éléments d'appréciation de ces modifications, en particulier une étude technique et de dimensionnement de la station de pré-traitement des effluents ;

Considérant que ces modifications modifient le classement du site du régime de l'enregistrement (au titre de la rubrique 1510 - entrepôts) au régime de l'autorisation (au titre de la rubrique 2795 - station de lavage intérieur de camions-citerne) ;

Considérant que les modifications sollicitées ne revêtent pas de caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'encadrer ces modifications par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteintes à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 4 avril 2024 vise à limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

Considérant que le plan d'action interministériel précité prévoit notamment des axes relatifs à l'acquisition des connaissances sur les méthodes de mesures, la dissémination et les expositions, l'amélioration et le renforcement de la surveillance des émissions des PFAS ;

Considérant que ce plan prévoit des actions visant à réglementer et réduire les rejets de PFAS dans l'environnement ;

Considérant dès lors, qu'il convient d'identifier l'origine de ces substances et d'en limiter les impacts sur l'environnement et la santé humaine.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 : Objet

La société DELISLE SAS, dont le siège social est situé route de Provins à La Ferté Gaucher (77320), est autorisée à poursuivre ses activités sur le site sis rue de l'Hermitage, ZI Le Carreau à Connantre (51230), sous réserve du respect des dossiers de porter à connaissance et de modification d'exploitation transmis ainsi que des prescriptions des actes antérieurs, abrogées, modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

Article 1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les actes et prescriptions suivants sont abrogés, modifiés ou complétés :

Arrêté n° 2017-E-82-IC du 8 août 2017	modifié et complété selon le détail suivant :	prescriptions édictées par le présent arrêté préfectoral complémentaire :
Article 1.2.1 relatif aux activités autorisées	remplacé	Article 1.3
Article 1.2.2 relatif à la situation de l'établissement	remplacé	Article 1.4
Article 1.4.1 relatif à l'arrêté ministériel de prescriptions générales	remplacé	Article 1.5
Article 1.4.2 relatif aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration	remplacé	Article 1.5

Article 1.3 : Autorisation d'exploiter

L'article 1.2.1-Listes des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'arrêté préfectoral n° 2017-E-82-IC du 8 août 2017 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime
2795-1	Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1) Supérieure ou égale à 20 m³/j	Station de lavage intérieur de camions-citernes équipée de 5 pistes dont une extérieure quantité totale d'eau mise en œuvre : 100 m³/j (hors période de sécheresse)	A
1510-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³	Entrepôt couvert de 4 cellules sprinklées pour un volume maximal de stockage de 285 000 m³	E
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Station de distribution de gasoil volume annuel distribué de 1 000 m³	DC
2910-A2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière dont la puissance thermique nominale totale est de 1,95 MW	DC

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime
4718-2-b	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p> <p>(*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre de la rubrique 4718</p>	<p>1 cuve de 30 m³ de propane pour un total de</p> <p>14,8 t</p>	DC
4130-2-b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>Additif de pré-traitement pour un total de</p> <p>2,68 t</p> <p>(stockage de l'acide nitrique en cuve double peau)</p>	D

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique

Également, les rubriques suivantes sont présentes sur le site, sous les seuils de classement (NC) :

- Rubrique 1630 (soude caustique) : pour une quantité maximale de 12,6 t ;
- Rubrique 4734-1 (carburants) : pour une quantité maximale de 169 t ;
- Rubrique 2925 (atelier de charge) : pour une puissance cumulée inférieure à 50 kW.

Les installations exploitées relèvent des rubriques IOTA (loi sur l'eau) suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime ⁽¹⁾
2.1.5.0-2	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2° supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha</p>	8,1135 ha	D

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique

Article 1.4 : Situation de l'établissement

L'article n°1.2.2 - Situation de l'établissement de l'arrêté préfectoral n° 2017-E-82-IC du 8 août 2017, est remplacé par :

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	lieu-dit	Références cadastrales
Connantre	Les Vieux Vins	Section YD parcelles n° 53, 56, 62, 66, 70, 73, 76, 80, 88, 90 et 93

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 1.5 : Textes applicables

Les prescriptions des articles 1.4.1 et 1.4.2 -Arrêtés ministériels de prescriptions générales de l'arrêté préfectoral n° 2017-E-82-IC du 8 août 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dates	Textes
30/06/2023	Arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
03/08/2018	Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
24/08/2017	Arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement
11/04/2017	Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510
28/04/2014	Arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
04/10/2010	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
15/04/2010	Arrêté ministériel du 15 avril 2010, relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
23/08/2005	Arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées
07/01/2003	Arrêté ministériel du 7 janvier 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1413 ou 4718 de la nomenclature des installations classées
13/07/1998	Arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740
02/02/1998	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/1997	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

Article 1.6 : Garanties financières

Le montant calculé est inférieur au seuil d'obligation de constitution de garanties financières.

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET MILIEUX AQUATIQUES

Article 2.1 : Prélèvements et consommations d'eau

La consommation en eau, non liée à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, est limitée à 100 m³/jour, hors période de sécheresse.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Une cuve de 200 m³ recueille une partie de l'eau de pluie provenant des toitures, et permet d'alimenter en partie la station pour les lavages extérieurs. Le reste est orienté vers un bassin d'infiltration.

Les consommations en eau sont limitées par :

- un suivi des consommations par la mise en place de compteur d'eau dissociant les eaux sanitaires, la réserve incendie, les pistes intérieures, les pistes extérieures et le portique ;
- des programmes de lavage automatiques permettant de maîtriser et d'optimiser les consommations d'eau ;
- un lavage haute pression.

Article 2.2 : Identification des effluents et points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Nature de l'effluent	Provenance / Installations raccordées/ dispositif installé			Exutoire
Eaux usées domestiques	Installations sanitaires			Réseau Eaux usées
Eaux pluviales	Ruissellement toitures	Cuve de 200 m³		lavage extérieur des citernes
	Ruissellement voiries et aire de distribution de carburants	Débourbeur séparateur à hydrocarbures		Bassin d'infiltration
Eaux usées industrielles (eaux de lavage)	Citernes alimentaires	Débourbeur séparateur à hydrocarbures	Station de pré-traitement (biologique et physico-chimique)	Point de rejet externe (voir ci-dessous)
	Citernes industrielles			
	Citernes chimiques			
Eaux d'extinction d'incendie	Les quais de l'entrepôt font office de rétention			Ces eaux ne peuvent être rejetées sans analyse préalable et sans l'accord de la Collectivité

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

Nature de l'effluent	Exutoire du rejet	Conditions de raccordement	Milieu naturel récepteur final
Eaux de lavage	Réseau communal aboutissant à la station d'épuration de Connantre	convention	cours d'eau "La Vaure" (masse d'eau sans code), affluent de "La Superbe" (Code Sandre : FRHR32 / masse d'eau : la Superbe de sa source au confluent de l'Aube).

Article 2.3 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 2.4 : Contrôle des camions entrants

Afin de s'assurer que l'équipement de pré-traitement est capable de prendre en charge le contenu spécifique d'un camion-citerne entrant, une procédure de contrôle de ce contenu est mise en place. Dans la négative, le camion sera refusé automatiquement et le lavage de sa citerne ne sera pas réalisé. La procédure de contrôle des camions entrants est datée, régulièrement testée et mise à jour en tant que de besoin.

Article 2.5 : Traitement des effluents aqueux

Les pistes de lavage sont étanches et permettent de recueillir les eaux de lavage. Elles sont équipées d'un caniveau raccordé au système général de collecte et de pré-traitement des eaux usées.

Les premiers jus issus du lavage des citernes sont récupérés et envoyés en méthanisation.

L'eau de rinçage est quant à elle recyclée pour l'utilisation des lavages portiques.

Le pompage du débourbeur des pistes alimentaires est réalisé à minima 1 fois par mois.

Le pompage du débourbeur des pistes industrielles et chimique est réalisé à minima 1 fois tous les 3 mois.

Le rejet des eaux de lavage des citernes s'effectue, après pré-traitement biologique et physico-chimique, dans le réseau communal aboutissant à la station d'épuration collective de Connantre.

Les installations de pré-traitement sont dimensionnées pour traiter journallement les effluents cumulés issus au maximum de :

- 30 camions-citernes ayant transporté des contenus d'origine agroalimentaire ;
- 15 camions-citernes ayant transporté des contenus d'origine industrielle ;
- 12 camions citernes ayant transporté des contenus d'origine chimique.

Soit une charge hydraulique correspondante de :

Type de piste/citerne	Nombre de lavage par jour max	Volume par lavage (m³)	Volume total par jour (m³/j)	Volume total rejeté (m³/j)
Citerne alimentaire	30	2	60	100
Citerne industrielle	15	1,5	22	
Citerne chimique	12	1,5	18	

Ces installations sont composées :

- d'un bassin tampon permettant l'homogénéisation et la neutralisation du pH ;
- d'un traitement physico-chimique complet avec coagulation, floculation et flotteur ;
- d'un traitement biologique ;
- d'un débitmètre de sortie ;
- d'une autosurveillance de sortie.

Elles sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Une vanne de barrage permet de stopper les flux en cas de pollution du système. Sa manipulation est intégrée dans une procédure d'urgence.

Les eaux pluviales de toiture et de voirie, devant rejoindre le bassin d'infiltration de 3 483 m³ situé à l'est du site, sont préalablement traitées par des séparateurs à hydrocarbures. Ce bassin présente une surverse vers un fossé en cas d'orage .

Un schéma de fonctionnement des eaux et rejets est présenté en annexe 1.

Article 2.6 : Valeurs limites d'émissions (VLE) des eaux de lavage

Les eaux résiduelles respectent les valeurs limites en concentration, flux et fréquence de suivi ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de suivi
Température	T < 30 °C	en continu
pH	5,5 < pH < 8,5	en continu
Débit maximal journalier	100 m³/j	journalière
Débit maximal horaire	8,5 m³/h	horaire

	Paramètre	Code sandre	Concentration maximale journalière	Flux maximal journalier	Fréquence de suivi
Macro-Polluants - Raccordement à une station d'épuration collective	Matières en suspension (MES)	1305	300 mg/L	20 kg/j	mensuelle
	Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	1313	400 mg/L	30 kg/j	
	Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	1 000 mg/L	60 kg/j	
	Azote global (NGL)	1551	75 mg/L	7,5 kg/j	
	Azote Kjeldhal (NTK)	1319	50 mg/L	3 kg/j	
	Phosphore total (en P)	1350	25 mg/L	0,5 kg/j	
	Huiles et graisses (MEH)	1781	25 mg/L	0,6 kg/j	
Activité de lavage de citernes	Toluène	1278	150 µg/L	15 g/j	semestrielle
	Xylènes (somme o, m, p)	1780	200 µg/L	20 g/j	
	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	200 µg/L	20 g/j	
	Ethylbenzène	1497	100 µg/L	10 g/j	
Substances caractéristiques des activités industrielles	Indice phénols	1440	300 µg/L	30 g/j	mensuelle
	Indice cyanures totaux	1390	100 µg/L	10 g/j	
	Manganèse et ses composés (en Mn)	1394	1 000 µg/L	100 g/j	
	Etain et ses composés (en Sn)	1380	2 000 µg/L	200 g/j	
	Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	5 000 µg/L	500 g/j	
	Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106-1760	1 000 µg/L	100 g/j	
	Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/L	1 kg/j	
	Ion fluorure (en F ⁻)	7073	15 mg/L	1,5 kg/j	
	Chrome hexavalent et composés (en Cr ⁶⁺)	1371	50 µg/L	5 g/j	trimestrielle
	Plomb et ses composés (en Pb)	1382	100 µg/L	10 g/j	
	Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	150 µg/L	15 g/j	
	Chrome et ses composés (en Cr)	1389	100 µg/L	10 g/j	
	Nickel et ses composés (en Ni)	1386	200 µg/L	20 g/j	
	Zinc et ses composés (en Zn)	1383	800 µg/L	80 g/j	
	Hexachlorobenzène *	1199	25 µg/L	2,5 g/j	trimestrielle
	Hexachlorobutadiène *	1652	25 µg/L	2,5 g/j	

Substances de l'état chimique	Mercure et ses composés *	1387	25 µg/L	2,5 g/j	
	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP) *	6616	25 µg/L	2,5 g/j	
	Dioxines et composés de type dioxines * dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	7707	25 µg/L	2,5 g/j	
	Hexabromocyclododécane * (HBCDD)	7128	25 µg/L	2,5 g/j	
	Heptachlore* et époxyde d'heptachlore *	7706	25 µg/L	2,5 g/j	
	Cadmium et ses composés *	1388	3,2 µg/L	0,32 g/j	
	Alachlore	1101	13,5 µg/L	1,35 g/j	semestrielle
	Anthracène *	1458	absence	absence	
	Atrazine	1107	25 µg/L	2,5 g/j	
	Benzène	1114	50 µg/L	5 g/j	
	Diphényléthers bromés (somme des composés)	-	50 µg/L	5 g/j	
	Chloroalcanes C10-13 *	1955	18 µg/L	1,8 g/j	
	Chlorfenvinphos	1464	4,6 µg/L	0,46 g/j	
	Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos)	1083	1,35 µg/L	0,135 g/j	
	Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine) (somme des 4 drines visées)	1103-1173-1181-1207	25 µg/L	2,5 g/j	
	DDT total	-	1,15 µg/L	0,115 g/j	
	1,2-Dichloroéthane	1161	25 µg/L	2,5 g/j	
	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	50 µg/L	5 g/j	
	Diuron	1177	9 µg/L	0,9 g/j	
	Endosulfan (somme des isomères) *	1743	0,23 µg/L	0,023 g/j	
	Fluoranthène	1191	absence	absence	
	Naphtalène	1517	absence	absence	
	Hexachlorocyclohexane (somme des isomères) *	1200-1201-1202	0,9 µg/L	0,09 g/j	
	Isoproturon	1208	13,5 µg/L	1,35 g/j	
	Nonylphénols *	1958	13,5 µg/L	1,35 g/j	
	Octylphénols	1959	4,5 µg/L	0,45 g/j	
	Pentachlorobenzène *	1888	0,32 µg/L	0,032 g/j	semestrielle
	Pentachlorophénol	1235	18 µg/L	1,8 g/j	
	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088	absence	absence	
	Simazine	1263	25 µg/L	2,5 g/j	
	Tétrachloroéthylène	1272	25 µg/L	2,5 g/j	

	Tétrachlorure de carbone	1276	25 µg/L	2,5 g/j	
	Trichloroéthylène	1286	25 µg/L	2,5 g/j	
	Composés du tributylétain (tributylétain-cation) *	2879	0,009 µg/L	0,0009 g/j	
	Trichlorobenzènes	1630-1283	18 µg/L	1,8 g/j	
	Trichlorométhane (chloroforme)	1135	50 µg/L	5 g/j	
	Trifluraline *	1289	1,35 µg/L	0,135 g/j	
	Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS) *	6561	0,03 µg/L	0,003 g/j	
	Quinoxylène *	2028	6,5 µg/L	0,65 g/j	
	Aclonifère	1688	5,5 µg/L	0,55 g/j	
	Bifénox	1119	0,55 µg/L	0,055 g/j	
	Cybutryne	1935	0,11 µg/L	0,011 g/j	
	Cyperméthrine	1140	0,0035 µg/L	0,00035 g/j	
Polluants spécifiques de l'état écologique	AMPA	1907	450 µg/L	45 g/j	trimestrielle
	Arsenic et ses composés	1369	25 µg/L	2,5 g/j	
	Glyphosate	1506	28 µg/L	2,8 g/j	semestrielle
	Tributylphosphate (Phosphate de tributyle)	1847	82 µg/L	8,2 g/j	
	Biphényle	1584	25 µg/L	2,5 g/j	
	PCB (Somme des 7)	7431	absence	absence	trimestrielle

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Article 2.7 : Valeurs limites d'émissions (VLE) des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter, en sortie de séparateurs hydrocarbure, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Code sandre	VLE concentration maximale journalière
Matières en suspension (MES)	1305	100 mg/L
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	1313	100 mg/L
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	300 mg/L
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/L

Article 2.8 : Autosurveillance de la qualité des effluents - GIDAF

Une autosurveillance de la qualité des effluents rejetés est réalisée par l'exploitant. Elle est conforme à la fréquence de suivi prescrite à l'article 2.6 du présent arrêté concernant la qualité des eaux rejetées dans le réseau communal et semestrielle concernant la qualité des eaux pluviales rejoignant le bassin d'infiltration.

Les résultats d'autosurveillance sont comparés aux valeurs limites d'émission et commentés par l'exploitant, notamment en cas de dépassement des VLE. Le rapport, mentionnant notamment les non-conformités relevées, sera accompagné d'une étude de compatibilité des milieux et transmis à l'Inspection des installations classées.

Les résultats d'autosurveillance du mois «n» sont transmis avant la fin du mois «n+1» à l'Inspection des installations classées, via l'outil en ligne de déclaration GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). Le code AIOT de l'établissement est le : 0003012650.

Des contrôles complémentaires pourront être demandés par l'Inspection des installations classées aux frais de l'exploitant.

Article 2.9 : Contrôles de recalage (eau)

L'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions par un laboratoire d'analyse externe.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé.

Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'Inspection.

Article 2.10 : Additif de lavage

Les additifs de lavage nécessaires au fonctionnement du site sont stockés dans un local approprié sur rétentions séparatives. Leur mode de stockage prend en compte leurs incompatibilités chimiques.

Article 2.11 : Dispositions spécifiques sécheresse

Dès le premier niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant prend des mesures de restriction et réduit ses prélèvements journaliers.

En particulier, aucun lavage extérieur de camion ne sera effectué.

TITRE 3 – SUBSTANCES PER- ET POLYFLUOROALKYLÉES (PFAS)

Article 3.1 : Recensement des usages de substances per- et polyfluoroakylées

L'exploitant établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Article 3.2 : Campagne de surveillance des émissions PFAS

L'exploitant réalise, sur trois mois consécutifs, une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur les paramètres et substances listées en annexe 2 du présent arrêté.

La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant, sont analysées.

Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances sont effectuées par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF).

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués aux points de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF), une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Article 3.3 : Critères d'adaptation de la surveillance des émissions

Dans le cas où les campagnes de mesures imposées par l'article précédent ne permettent pas de montrer l'absence de contribution du site en rejets PFAS, l'exploitant maintient la surveillance pérenne

pour les substances concernées, et met en œuvre un processus de recherche des origines des substances. Ce processus consiste à minima en :

- des investigations (prélèvements et analyses) sur les points de rejets interne à l'établissement représentatifs des émissions identifiées, afin de déterminer les installations à l'origine des contaminations éventuellement constatées ;
- une recherche quant aux substances per- et polyfluoroalkylées, susceptibles d'être engagées dans les procédés via les matières premières, l'eau de distribution, les produits de maintenance, et tout autre contributeur, avec une consultation des fournisseurs pour obtention d'éléments permettant de démontrer l'absence de substances per- et polyfluoroalkylées dans les éléments précités.

TITRE 4 – PRÉVENTION DES RISQUES

Article 4.1 : Défense incendie

Le dispositif de défense incendie du site est composé de 7 poteaux incendie alimentés par le réseau public et capables de fournir 120 m³/h. En complément, 6 aires d'aspiration, chacune associée à une réserve incendie de 120 m³, sont réparties sur le pourtour du site.

Le bâtiment de stockage est équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie (de type sprinklage), adapté aux produits et alimenté par une cuve aérienne de 360 m³.

Le volume total à mettre en rétention est estimé à 1 303 m³. Les eaux d'extinction incendie sont recueillies autour du bâtiment de stockage, sur une surface imperméabilisée et bordée par un muret, permettant de retenir un volume de 1 410 m³.

TITRE 5 - DISPOSITIONS FINALES

Article 5.1 : Usage futur du site

La remise en état sera menée de telle sorte que le site puisse être affecté après exploitation, à toute activité autorisée par le règlement d'urbanisme de la commune de Connantre. La fin d'exploitation de l'établissement s'accompagnera de la notification au Préfet de la date de cet arrêt, trois mois au moins avant celui-ci et de la mise en sécurité du site.

Article 5.2 : Échéances

Bruit :

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service de la station de pré-traitement et/ou de toute nouvelle modification de l'installation ou du mode d'exploitation sur le site.

Les résultats des mesures sont transmis à l'Inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception, avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Plans et procédures :

L'exploitant met à jour l'ensemble des plans et procédures du site dès le début de l'exploitation de toute nouvelle installation sur le site.

Les plans des réseaux et de sécurité mis à jour précisent notamment les caractéristiques hydrauliques des points d'eau incendie, et sont transmis aux services d'incendie et de secours dès le début de l'exploitation des nouvelles installations.

Exercice de défense incendie :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de toute nouvelle installation sur le site, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Défense incendie :

Préalablement à la mise en service de toute nouvelle installation, des essais simultanés des poteaux incendie sous pression, permettant de vérifier que le débit de 360 m³/h est délivré, sont réalisés. Les attestations sont transmises aux services d'incendie et de secours et tenues à la disposition de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5.3 : Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 5.4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 5.5 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 5.6 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Connantre qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la Société DELISLE SAS, dont le siège social est situé route de Provins à La Ferté Gaucher (77320).

Monsieur le Maire de Connantre procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

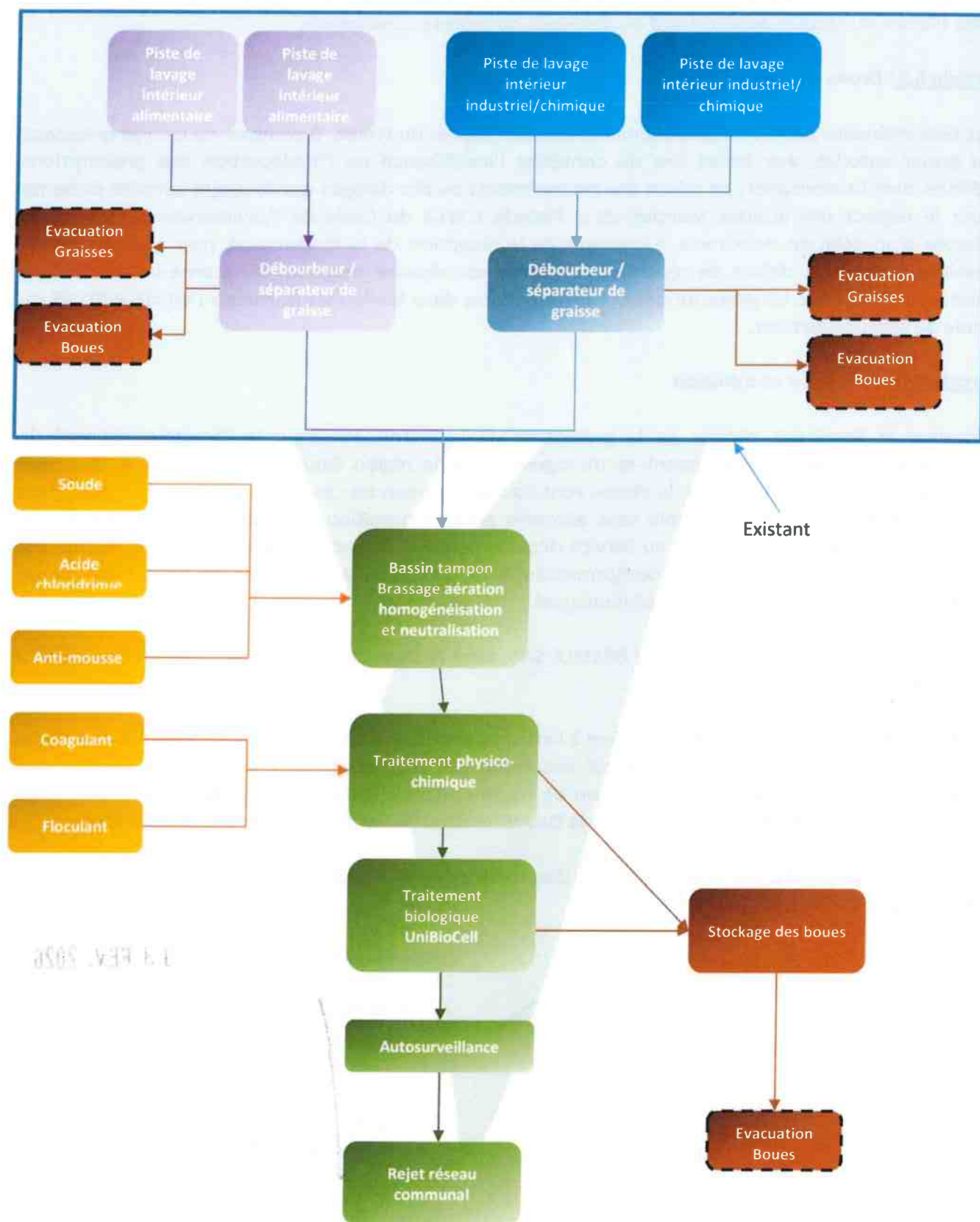
Châlons-en-Champagne, le **03 FEV. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU

Annexe 1

schéma de fonctionnement des eaux et rejets



Annexe 2

liste des paramètres et substances PFAS à analyser

Nom	Abréviation	N° CAS	N°CAS alternatif	Code Sandre
Organo Fluorés Adsorbables	AOF			8986
Acide Perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4		5980
Acide perfluoropentane	PFPeA	2706-90-3		5979
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4		5978
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9		5977
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1		5347
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1		6508
Acide perfluorodecanoïque	PFDA	335-76-2		6509
Acide Perfluoroundecanoïque	PFUnDA	2058-94-8		6510
Acide perfluorododecanoïque	PFDoDA	307-55-1		6507
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA	72629-94-8		6549
PFBS (Perfluorobutanesulfonic acid)	PFBS	375-73-5	59933-66-3	6025
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	630402-22-1	8738
Sulfonate de perfluorohexane	PFHxS	355-46-4		6830
Sulfonate de perfluoroheptane	PFHpS	375-92-8		6542
Acide sulfonique de perfluorooctane	PFOS	1763-23-1	45298-90-6	6560 / 6561
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1		8739
Acide perfluorodecane sulfonique	PFDS	335-77-3		6550
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1		8740
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5		8741
PFTTrDS (Perfluorotridecane sulfonic acid)	PFTTrDS	791563-89-8		8742
Acide Perfluorotetradecane	PFTeDA	376-06-7		6547
Acide perfluorohexadecanoïque	PFHxDA	67905-19-5		8984
Acide perfluorooctadecanoïque	PFODA	16517-11-6		8985
HFPO-DA (GenX)	HFPO-DA	13252-13-6	62037-80-3	8982
DONA (Dodecafluoro-3H-4,8-dioxanonanoate)	DONA	919005-14-4	958445-44-8	8983
Perfluoro([5-methoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy) acetic	C6O4	1190931-41-9	1190931-41-9	8981
6:2 Fluorotelomer alcool	6:2 FTOH	647-42-7		7997
Perfluoro-1-decanol	8:2 FTOH	678-39-7		8000
ACIDE TRIFLUOROACÉTIQUE	TFA	76-05-1		8858

